



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Interpellation

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 19-INT.368

Déposé le : 21.05.19

Scanné le : _____

Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).

Délai de réponse dès le renvoi au CE : trois mois.

Titre de l'interpellation

Un ex conseiller d'Etat qui nous fait monter les tours... d'AI !

« Comme annoncé, le POP vaudois va demander l'annulation de la votation fédérale sur la RFFA, la réforme de l'imposition des entreprises liée à un financement de l'AVS. » titrait un canal d'information romand ce lundi en citant dans le corps de texte l'avocat Pierre Chiffelle, ancien conseiller d'Etat vaudois pensionné, qui confirmait que le recours était prêt et qu'il serait déposé dans les temps.

En rappelant que les Suisses ont validé cette proposition avec plus de 66% des voix et que les vaudois ont accepté ce compromis particulièrement bien ficelé à plus de 80% confirmant ainsi leur vote de 2016, nous pouvons nous étonner de cet engagement acharné et de ce manque de respect envers une prise de position démocratique, valeur fondamentale de notre système.

Nous pouvons donc légitimement nous poser la question de savoir si notre gouvernement prévoit de rejeter ou de déclarer irrecevable un recours, que nous jugeons particulièrement inadéquat et abusif.

Ce vote est un véritable soulagement, levant ainsi bon nombre d'incertitudes envers l'économie vaudoise et ses emplois. De plus, le lien fait avec le financement de l'AVS permet de renforcer, à satisfaction, le système des rentiers actuels et futurs.

Nous pouvons donc, avec raison, nous interroger sur certains points et adresser ces quelques questions au Conseil d'Etat :

1. Comment le Conseil d'Etat se positionne-t-il face à ce recours ?
2. Le Gouvernement a-t-il prévu un dispositif en cas de période transitoire liée à un éventuel effet suspensif ?
3. Concernant le sujet récurrent de l'ex conseiller d'Etat pensionné manifestement encore et à nouveau bien actif, l'exécutif cantonal entend-t-il réévaluer la situation de ce dernier et tout mettre en œuvre afin de mettre un terme au versement d'une rente vraisemblablement désormais indue ?

Commentaire(s)

Conclusions

Souhaite développer



Ne souhaite pas développer

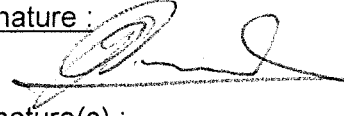


Nom et prénom de l'auteur :

Devaud Grégory

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature :



Signature(s) :

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch